

INSTRUCTION N° 0011 RELATIVE AU FONCTIONNEMENT D'UNE FAITIÈRE

La Banque Centrale du Congo,

Vu la Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, spécialement en son article 6 ;

Vu la Loi n° 003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Établissements de Crédit, spécialement en ses articles 24 à 30 ;

Vu la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, spécialement en ses articles 58 à 96 ;

Arrête :

TITRE I^{er} : DEFINITIONS, OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

CHAPITRE I^{er} : DEFINITIONS

Article 1^{er}

Au sens de la présente instruction, sont considérés comme :

1. **Assujetti** : toute Coopérative Primaire d'Épargne et de Crédit ou toute Coopérative Centrale d'Épargne et de Crédit affiliée à une faïtière ;
2. **Coopérative Centrale d'Épargne et de Crédit**, en sigle « **COOCEC** » : toute Coopérative d'Épargne et de Crédit dont les membres sont exclusivement des COOPEC ;
3. **Coopérative d'Épargne et de Crédit** : tout groupement de personnes, à capital variable, doté de la personnalité morale et fondé sur les principes d'union, de solidarité et d'entraide mutuelle et ayant principalement pour objet de collecter l'épargne de ses membres et de leur consentir du crédit ;
4. **Coopérative Primaire d'Épargne et de Crédit**, en sigle « **COOPEC** » : toute Coopérative d'Épargne et de Crédit principalement composée de personnes physiques et comptant au moins vingt membres, et opérant selon les principes énumérés à l'article 9 de la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit ;
5. **Faïtière** : structure regroupant les COOPEC ou les COOCEC ;

INSTRUCTION NO 0011 RELATING TO THE OPERATION OF AN UMBRELLA

The Central Bank of Congo,

Pursuant to Law No. 005/2002 of 7 May 2002 on the establishment, organization and functioning of the Central Bank of Congo, especially in Article 6;

Pursuant to Law No. 003/2002 of 2 February 2002 concerning the activity and supervision of credit institutions, especially in its Articles 24 to 30;

Pursuant to Law No. 002/2002 02 February 2002 provisions applicable to the Savings and Credit Cooperatives, especially in its Articles 58 to 96;

Stop:

PART I: DEFINITIONS, PURPOSE AND SCOPE

CHAPTER I: DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Instruction, are considered:

- 1 . Subject: any Primary Cooperative Savings and Creditor
CooperativeCentral Savings and Credit affiliated to an umbrella,
2. Central Cooperative Savings and Credit, in acronym "COOCEC" means any Cooperative Savings and Loan, whose members are exclusively SACCO
- 3.Cooperative Savings and Credit: group of persons, with variable capital, having legal personality and based on the principles of unity, solidarity and mutual assistance, and being primarily intended to collect savings of its members and extend credit;
4. Primary Cooperative Savings and Credit, in acronym "SACCO" means any Cooperative Savings and Credit mainly composed of natural persons with at least twenty members, and operating according to the principles listed in Article 9 of Law No. ° 002/2002 from 02 February 2002 provisions for Cooperative Savings and Credit;
5. Ridge: structure grouping SACCOs or COOCEC

-01-6.

6. **Fédération des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit**, en sigle « **FEDERATION** » : toute Coopérative d'Épargne et de Crédit composée exclusivement des COOCEC ;
7. **Réseau** : ensemble de Coopératives d'Épargne et de Crédit affiliées à une même COOCEC ou à une FEDERATION suivant les modalités de regroupement définies par la Loi n° 002/2002 du 02 février 2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit.

CHAPITRE 2 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente Instruction détermine le fonctionnement de la faîtière.

Elle fixe également les missions, les règles de gestion, les modalités de surveillance ainsi que la divulgation financière et les rapports à produire.

Article 3

La présente Instruction s'applique aux Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit ainsi qu'aux Fédérations des Coopératives Centrales d'Épargne et de Crédit exerçant leurs activités sur le territoire de la République Démocratique du Congo.

TITRE II : AGREMENT

Article 4

Sans préjudice des conditions prévues aux articles 12 à 19 de la Loi n° 002/2002 du 02 février 2012 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, la demande d'agrément en qualité de faîtière doit comporter principalement les documents ci-après :

- les projets de convention d'affiliation entre les assujettis et la faîtière qui sollicite l'agrément ;
- le procès-verbal de l'Assemblée Générale ayant décidé de la création de la faîtière ;
- les procès-verbaux notariés des Assemblées Générales de tous les assujettis ayant consenti le regroupement ;

Central Federation of Savings and Credit Cooperatives, in acronym "FEDERATION" means any Cooperative Savings and Loan composed exclusively COOCEC

7.Network: A set of Cooperatives Savings and Credit affiliated to the same or a COOCEC FEDERATION following grouping rules defined by Law No. 002/2002 02 February 2002 provisions for Cooperative Savings and Credit.

CHAPTER 2: PURPOSE AND SCOPE

Article 2

This Instruction determines the operation of the umbrella3..

It also sets the tasks, business rules, monitoring procedures and the financial disclosure and reporting requirements

Article

This Instruction applies to Central Cooperatives Savings and Credit Cooperatives and the Federation of Central Savings and Loan operating on the territory of the Democratic Republic of CongoII.

TITLE LICENSING

Article 4

Without prejudice accordance with Articles 12 to 19 of the Act No. 002/2002 of 2 February 2012 laying down detailed rules for Cooperatives Savings and Credit, the application for approval as umbrella must include mainly the following documents:

- Affiliate draft agreements between taxpayers and ridge

seekingauthorization

- the minutes of the General Assembly decided the creation of the
ridge

- the notarial minutes of the general meetings of all subject

has consented consolidation

- les documents attestant l'agrément des institutions devant se regrouper ;
- les états financiers certifiés des assujettis de l'exercice précédent ;
- le plan d'affaires ;
- les manuels de procédures ;
- le plan de formation des dirigeants et du personnel ;
- le manuel d'inspection des assujettis ;
- le règlement intérieur de tout fonds constitué en vue de faire face aux risques liés à ses activités.

Article 5

La convention d'affiliation doit comprendre notamment les conditions, engagements et obligations de chacune des parties et autres modalités dont l'enseigne, la désaffiliation, la suspension, l'exclusion, la confidentialité, la communication, la durée, les avis et informations, les litiges et différends, la cession, la suspension et les poursuites éventuelles.

TITRE III : MISSIONS D'UNE FAÎTIÈRE

Article 6

Les faîtières et leurs assujettis forment des réseaux caractérisés notamment par la mise en commun des ressources, la standardisation des opérations, la solidarité contractuelle et les règles internes de gouvernance.

Article 7

Les faîtières sont appelées à assurer l'encadrement et l'éducation financière des assujettis, en même temps qu'elles servent de relais pour favoriser une supervision efficiente de la Banque Centrale du Congo sur l'ensemble du réseau.

Article 8

Les faîtières sont essentiellement des centres de coordination, de contrôle, de planification et de prestation de services à leurs assujettis. Elles ont pour mission :

- de sécuriser les avoirs des membres de leurs assujettis par :
 - la représentation efficiente dans la faîtière ;
 - le respect des textes légaux et réglementaires de l'Autorité de Régulation;

-
- the documents certifying the accreditation of institutions to regroup
 - certified financial statements of the subject of the previous year;
 - the business plan;
 - procedures manual,
 - the training plan for officers and staff
 - the subject of the inspection manual;
- the rules of any fund set up to deal with the risks
- .associated with its activities

Article 5

The membership agreement must include in particular the conditions , liabilities and obligations of each party and other terms which teaches, disaffiliation, suspension, exclusion, confidentiality, communication, time, advice and information, litigation and disputes, transfer, suspension and possible prosecutionIII.

TITLE MISSIONS an umbrella

Article

umbrella6and subject form networks characterized in particular by the pooling of resources, standardization of operations, contractual solidarity and internal governance rules7.

Article

Apex are called to provide leadership and financial education of reporting, together they serve as a relay to promote the efficient supervision of the Central Bank of Congo across the network.

Article

8are essentially umbrella coordination centers, control, planning and delivery of services to taxpayers. Their mission:

- to secure the assets of members of their subject by:
- the efficient representation in the ridge tile
- compliance with laws and regulations of the Regulatory Authority;

- le respect des accords conclus avec certains organismes ;
- le contrôle sur pièces et sur place ;
- la gestion des risques ;
- d'assurer le renforcement institutionnel au moyen :
 - des supports à l'exploitation : gestion des liquidités, circulation des fonds, gestion des crédits aux assujettis, autorisation des crédits supérieurs au plafond fixé ou aux personnes apparentées tel que défini à l'article 27 de l'Instruction n°002 relative aux normes prudentielles, assistance technique et formation ;
 - du maintien de la standardisation des pratiques : normalisation des produits et services, politiques et procédures ;
 - des supports informatique et logistique.

TITRE IV : GESTION DE LA FAÎTIÈRE

Article 9

Une faîtière, dans le cadre de ses attributions prévues aux articles 92 et 93 du Chapitre II du Titre III de la Loi n° 002/2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit, doit adopter des statuts, règles, politiques, procédures et mécanismes couvrant notamment la gestion des opérations et des relations avec les assujettis.

CHAPITRE 1^{er} : STATUTS

Article 10

Les statuts d'une faîtière doivent être conformes aux exigences prévues à l'article 12 de la Loi n° 002/2002 portant dispositions applicables aux Coopératives d'Épargne et de Crédit concernant sa constitution, sa dénomination, sa zone d'intervention, son siège, son objet social, ses membres, son capital social, ses ressources financières, ses organes, sa gérance, son autocontrôle, son contrôle externe, sa supervision, ses règles de gestion et de divulgation, ses registres et autres dispositions finales et transitoires.

- respect the agreements with some organizations

-the control and on the spot;

- Risk management

• ensure institutional strengthening through:

- media operations: cash management, flow of funds, credit management to reporting, authorization appropriations in excess of fixed ceiling or related persons as defined in Article 27 of Instruction No. 002 on prudential standards, technical assistance and training;

- the maintenance of standardization of practices: standardization of products and services , policies and procedures;

- IT and logistic support002/2002.

TITLE IV MANAGEMENTumbrella,

Article 9

An umbrella as part of its powers under Articles 92 and 93 of Chapter II of Title III of the Act No. laying down provisions applicable to Cooperatives Savings and Credit, should adopt laws, rules, policies, procedures and mechanisms covering in particular the management of operations and relations with taxpayers1.

CHAPTER STATUTES

Article 10

The statutes of an umbrella should comply with the requirements laid down in Article 12 of Law No. 002/2002 on provisions applicable to Savings and Credit Cooperatives concerning its constitution, its name, its catchment area, its headquarters, its purpose, its members, its capital, its financial resources, its organs, its management, its treasury, its external control, supervision, management rules and disclosure, its records and other final and transitional provisions.

- 04 -

Article 11

Les statuts font partie intégrante de la demande d'agrément.

Toute modification subséquente des statuts adoptée par l'Assemblée Générale de la faîtière doit être soumise à l'approbation de la Banque Centrale du Congo dans un délai d'un mois à compter de la date de leur changement.

CHAPITRE 2 : REGLES, POLITIQUES ET MECANISMES DE GESTION

Section 1 : Règles et Politiques

Article 12

Les règles, politiques et mécanismes de gestion doivent être transmis à la Banque Centrale du Congo pour avis dans les 30 jours suivant leur approbation par le Conseil d'Administration.

Article 13

Toute faîtière doit se doter d'une politique relative aux liquidités des assujettis conforme aux exigences des textes légaux et réglementaires en la matière.

Cette politique doit avoir pour objectifs notamment de :

- maintenir des liquidités suffisantes pour assurer le financement des besoins des membres ;
- effectuer des placements des fonds de manière à répondre aux exigences de sécurité et aux besoins en liquidités ;
- établir des limites et standards à appliquer dans la gestion des placements et liquidités.

Article 14

Les éléments d'actif considérés aux fins de liquidités se réfèrent aux éléments suivants :

- avoirs à vue et à terme auprès d'Établissements de Crédit et Institutions de Micro Finance agréés par la Banque Centrale du Congo ;
- crédits à court terme (partie à échoir à un mois) aux assujettis ;
- autres titres autorisés par la Banque Centrale du Congo.

Article 11

The statutes are part of the application for approval.

Any subsequent amendment of the articles adopted by the General Assembly of the ridge must be submitted to the approval of the Central Bank of Congo in a period of one month from the date of their change².

CHAPTER RULES, POLICIES AND MANAGEMENT MECHANISMS

Section 1: Rules and Policies

Article 12

The rules, policies and management mechanisms must be submitted to the Central Bank of Congo for notice within 30 days of approval by the Council .of Directors

Article 13

Anyumbrella must adopt a policy on reporting cash meets the requirements of laws and regulations on the matter-.

This policy should be aimed to:

maintain sufficient liquidity to finance

member needs;

- invest funds in order to meet the requirements of

security and liquidity requirements

-set limits and standards to be applied in the management of investments and cashfor.

Article 14

The assets considered liquidity purposes refer to:

- sight and term deposits with the Credit Institutions and Institutions

MicroFinanceauthorized by the Central Bank of Congo

-short-term loans (Part accruing to a month) to taxable

-.other securities authorized by the Central Bank of Congo

- 05 -

Article 15

La politique visée à l'article 13 de la présente Instruction doit notamment fixer le montant maximal que les assujettis peuvent détenir en liquidités dans ses locaux afin de répondre à tout moment à ses besoins à court terme.

Les surplus de liquidité des assujettis sont déposés dans des comptes de dépôts à vue et à terme dans d'autres institutions financières agréées par la Banque Centrale du Congo et ce, selon les termes et procédures définis par la faîtière en matière de dépôts, collecte et approvisionnement des fonds.

Article 16

La politique de crédit doit prévoir principalement les formes de prêts, leurs caractéristiques et conditions de remboursement incluant notamment l'objet, le montant, le taux, le terme, les échéances de remboursement du capital et des intérêts ainsi que tout autre documentation requise.

Article 17

Toute faîtière doit se doter d'une politique relative aux crédits consentis par les assujettis à leurs membres ainsi que celle de la faîtière aux assujettis et ce, conformément aux exigences des textes légaux et réglementaires en la matière.

Article 18

Une faîtière ne peut consentir du crédit qu'à ses assujettis.

Article 19

La politique de crédit est conçue de façon à minimiser les risques de pertes.

Cette politique doit avoir pour objectifs notamment de :

- sécuriser le portefeuille de crédit ;
- rentabiliser l'actif productif ;
- établir les principes, politiques et procédures d'octroi du crédit, du déboursement, du suivi et du recouvrement ;
- consentir des prêts dans l'intérêt des assujettis et de leurs membres.

Article 15

The policy referred to in Article 13 of this Instruction must include the maximum amount that taxpayers may hold cash in its premises in order to meet all when its short-term needs.

subject liquidity surpluses are deposited in sight and term deposit accounts in other financial institutions approved by the Central Bank of Congo and that, under the terms and procedures defined by the umbrella on deposits, collection and supply of funds.

Article 16

The credit policy should mainly foresee the forms of loans, their characteristics and terms of repayment including in particular the purpose, amount, rate, term maturities repayment of principal and interest and any other required documentation.

Article 17

Any umbrella must adopt a policy on loans granted by reporting to their members as well as that of the ridge subject to and in accordance to the relevant requirements . laws and regulations in this area

Article 18

An umbrella may extend credit to its taxpayers-..

Article 19

The credit policy is designed to minimize the risk of losses

This policy should be aimed to:

secure Credit portfolio

-profitable earning assets

-establish the principles, policies and procedures for the granting of credit,
disbursement,monitoring and recovery;

- loans for the benefit of taxpayers and their members.

- 06 -

Section 2 : Mécanismes de Gestion

Article 20

Une faîtière peut se doter de fonds distincts afin de faire face aux risques auxquels elle est confrontée et d'assurer une gestion efficace et efficiente de ces surplus de liquidités.

Il s'agit notamment des fonds d'administration, de liquidités et de placement, de développement et d'immobilisation ainsi que d'investissement.

Article 21

Les sommes déposées dans un fonds spécifique et les éléments d'actif qui y sont versés sont utilisés et gérés conformément à son règlement intérieur édicté par la faîtière.

Article 22

Le fonds d'administration est destiné au financement des activités de la faîtière, à la gestion de ses biens et à l'accumulation des réserves grâce à une cotisation annuelle que lui versent les assujettis.

La politique de la faîtière détermine les règles relatives à son fonctionnement et son utilisation.

Article 23

Le fonds de liquidités est destiné à recueillir les dépôts des assujettis, effectuer des placements et leur consentir des crédits en cas de besoin temporaire de liquidités.

Les règles de la faîtière déterminent la proportion des dépôts des assujettis qui y est maintenue ainsi que la forme des dépôts et leur échéance.

Article 24

Une faîtière peut recevoir des dépôts à terme des assujettis afin de leur permettre de rentabiliser leurs excédents de liquidités.

La politique doit prévoir notamment le montant, le taux, le terme et les modalités de remboursement du capital et des intérêts.

Section 2: Management Mechanisms

Article 20

An umbrella may establish segregated funds to deal with the risks it faces and ensure the efficient and effective management of surplus liquidity especially.

This is Administrative capital, liquidity and investment, development and asset and investment.

Article 21

The amounts deposited in a special fund and the assets paid into it are used and managed in accordance with its rules Inside enacted by the ridge.

Article 22

The General Fund is intended to finance the umbrella activities, management of its property and the accumulation of reserves through an annual subscription that are charged to the subject.

The policy the ridge determines the rules for its operation and use.

Article 23

The liquidity fund is intended to collect deposits subject, make investments and grant them credits for temporary liquidity needs.

The rules of the ridge determine the proportion of deposits taxable persons held there and the form of deposits and their maturity.

Article 24

An umbrella can receive term deposits subject to allow them to recoup their excess liquidity.

The policy must include in particular the amount The rate, term and repayment terms of principal and interest.

Article 25

Une faîtière peut consentir des prêts aux assujettis en tenant compte de la capacité de remboursement de ces derniers, de la politique d'octroi de crédit adoptée ainsi que des exigences légales, réglementaires et financières du réseau.

Cette politique est toutefois conditionnelle à la capacité d'approvisionnement de la faîtière en liquidité des assujettis et/ou de sa capacité d'emprunter auprès d'intervenants externes.

Article 26

Le fonds de développement est destiné à consentir des crédits aux assujettis pour des projets immobiliers ou de démarrage de nouvelles COOPEC.

La politique de la faîtière détermine les règles relatives à son fonctionnement et son utilisation.

Article 27

Le fonds d'investissement est destiné à prendre des participations dans des sociétés ayant un lien direct avec leurs activités principales d'intermédiation financière et ce, sans préjudices des dispositions légales et prudentielles en la matière.

La politique de la faîtière détermine les règles relatives à son fonctionnement et son utilisation.

CHAPITRE 3 : FONDS DE SÉCURITÉ

Article 28

Toute faîtière est tenue de constituer un fonds de sécurité ou de garantie destiné à faire face aux risques liés à son activité et affronter les difficultés conjoncturelles des assujettis tels que les risques de liquidités et/ou des chocs exogènes de nature à compromettre la viabilité financière des assujettis.

Article 29

Le fonds de sécurité ou de garantie est alimenté par les cotisations annuelles non remboursables des assujettis sur la base d'un prélèvement de 1 % de l'encours de crédit net à la fin de l'exercice.

Article 25

An umbrella may make loans to reporting, taking into account the recent repayment capacity, the granting of credit policy adopted and the legal, regulatory and financial network.

This policy is however conditional on the supply capacity of the ridge in liquidity subject and / or its ability to borrow from external stakeholders.

Article

26funds Development is intended to extend credits to taxable persons for real estate projects or start new SACCO.

The policy of the umbrella determines the rules for its operation and use.

Article 27

The investment fund is intended to take stakes . in companies with a direct link to their core business of financial intermediation, without prejudice to the legal and prudential provisions in this respect

the policy of the umbrella determines the rules for its operation and use³.

CHAPTER FUND SECURITY**Article 28**

Every umbrella was held to constitute a security or guarantee fund to deal with the risks associated with its business and face the economic difficulties of the subject such as liquidity risk and / or exogenous shocks likely to endanger the . financial viability of reporting

Article 29

The security or guarantee fund is fed by annual contributions from non-refundable subject on the basis of a levy of 1% of net loans outstanding at the end of the year.

Ces cotisations sont réceptionnées par la faïtière au plus tard six mois après la clôture de l'exercice.

Article 30

Le fonds de sécurité ou de garantie peut également recevoir des ressources de l'État sous forme de dons ou de toute personne ou organisation désireuse de soutenir le réseau par l'octroi d'un concours non remboursable.

Les faïtières sont tenues de s'assurer de l'origine de ces donations conformément aux dispositions légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Toute donation de fonds, en dehors des apports des membres, doit faire l'objet d'une information à la Banque Centrale du Congo.

Article 31

La dotation du fonds de sécurité ou de garantie est plafonnée à 10 % de l'actif total du réseau, au-delà duquel l'alimentation par les cotisations cesse d'être obligatoire.

Toutefois, en fonction de l'appréciation de la situation financière du réseau, la Banque Centrale du Congo peut enjoindre un relèvement du niveau du fonds.

Article 32

La requête d'utilisation du fonds, accompagnée du plan de redressement des assujettis, est soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration de la faïtière. Ce dernier assure la gestion de ce fonds par un comité ad hoc.

Article 33

Le fonds de sécurité ou de garantie ne peut intervenir plus de deux fois en faveur d'un assujetti.

Article 34

Le règlement intérieur du fonds est soumis à la Banque Centrale du Congo pour avis dans les 30 jours suivant son approbation par le Conseil d'Administration.

These contributions are received by the apex later than six months after the end of the year organization.

Article 30

The security or guarantee fund may also receive state resources in the form of grants or any person or willing to support the network by granting non-repayable assistance.

Apex are required to verify the origin of these donations in accordance with the laws and regulations in the fight against money laundering and financing of terrorism.

Any donation funds, apart from the contributions of the members, must be information to the Central Bank of Congo.

Article 31

The provision of security or guarantee fund is capped at 10% of assets total network, beyond which the supply by contributions longer compulsory.

However, according to the assessment of the financial situation of the network, the Central Bank of Congo may require a higher level of the fund.

Article 32

The use of the fund request, together with the subject of the recovery plan is subject to the prior approval of the Board of the ridge. The latter manages the fund by an ad hoc committee.

Article 33

The security or guarantee fund can intervene more than twice in favor of a taxable person.

Article 34

The rules of the fund is subject to the Central Bank Congo for notice within 30 days of its approval by the Board of Directors⁴.

CHAPITRE 4 : FINANCEMENT DE LA FAITIÈRE

Article 35

Toute faîtière doit se doter d'une politique de tarification de ses services aux assujettis et de financement qui constituent des éléments centraux pour le développement et la pérennité de l'ensemble de ses assujettis.

La capacité de payer des assujettis doit être prise en compte afin de ne pas compromettre leur survie.

Article 36

Le choix des modes de financement auprès des assujettis doit respecter les principes généraux suivants :

- **la transparence :**
 - le maintien du financement de la faîtière sur une base permanente ;
 - la fixation claire et simple ainsi que la communication préalable du niveau des contributions annuelles des assujettis ;
 - la mise à disposition de toute information ou document susceptible de permettre aux assujettis d'évaluer le coût de leur affiliation à la faîtière par rapport aux services obtenus.
- **l'équité :**
 - le partage des coûts suivant le système de péréquation ;
 - la participation de tous les assujettis aux coûts de fonctionnement de la faîtière ;
 - la mise en place d'une stratégie de financement encourageant l'excellence et la responsabilisation des assujettis.
- **l'universalité et la solidarité :**
 - l'application uniforme des modalités et modes de financement à l'ensemble des assujettis ;
 - l'évaluation des contributions de la faîtière dans les activités des assujettis ;
 - la stabilité et la prévisibilité de ressources de financement de la faîtière afin de lui permettre de planifier et de gérer efficacement son budget ainsi que ses activités ;
 - les coûts administratifs négligeables associés aux modes de financement ;
 - l'application des indicateurs de performance reconnus au sein de la faîtière.

CHAPTER FINANCING UMBRELLA

Article 35

All umbrella must adopt a pricing policy of its services to taxable and financing are central to the development and sustainability of all its subject.

The ability to pay should be subject taken into account so as not to jeopardize their survival.

Article 36

The choice of financing methods must comply with subject the following general principles:

• Transparency:

- maintaining the umbrella funding on a permanent basis
- the clear and simple mounting and the discovery of the level of annual contributions of the subject
- the provision of any information or document which may help to taxable assess the cost of their affiliation with the umbrella relative to services received costs.

• Equity:

- cost-sharing following the equalization system
- the participation of all subject to of the ridge
- the establishment of an encouraging excellence funding strategy and accountability of reporting solidarity.

• universality and

- uniform application of the terms and methods of financing to subject all-
- evaluation of the contributions of the ridge in the subject of the activities
- the umbrella funding resources of stability and predictability to enable it to effectively plan and manage its budget and its activities,
- administrative costs associated with substantial funding;
- the application of performance indicators recognized within the ridge-